

## **10<sup>e</sup> Biennale Lasaire : Les modèles sociaux européens et la crise**

### **Des responsables syndicaux européens appellent à mobilisation coordonnée et simultanée contre les politiques d'austérité**

**Interrogés sur la crise, dans le cadre de la 10<sup>ème</sup> biennale organisée à Paris les 19 et 20 janvier 2012 par Lasaire, plusieurs responsables syndicaux européens ont pointé les atteintes portées à la démocratie et à l'ensemble des modèles sociaux asphyxiés par une logique budgétaire implacable, prétexte à une remise en cause des droits sociaux élémentaires. Ils envisagent une journée mobilisation commune et coordonnée dans tous les pays de l'UE. Les Belges font le premier pas avec une grève générale le 30 janvier, le jour du sommet européen.**

Bernard Thibault, Secrétaire général de la CGT, a insisté sur la remise en cause du contrat social dans tous les pays de l'Union européenne. Il a dénoncé le glissement vers une culpabilisation des Etats accusés d'être responsables de la dette et la culpabilisation des travailleurs dont le coût du travail serait responsable du chômage. Les responsables syndicaux ont dénoncé au passage le rôle des agences de notation dont la parole pèse davantage que celle des citoyens et des organisations syndicales. Pour Susanna Camusso, Secrétaire général de la CGIL (Italie), la remise en cause des systèmes nationaux de relations sociales porte atteinte à l'édifice de la démocratie sociale. Anne Demelenne, Secrétaire générale de la FGTB (Belgique) a enfoncé le clou, précisant que le projet de nouveau Traité n'avait pas d'autre but que de renforcer d'un cran supplémentaire les politiques d'austérité et de rigueur. "Nous avons tout essayé, a déclaré la responsable belge, la concertation, la négociation, des manifestations, cela n'a servi à rien. Nous ne versons pas dans la gréiculture, mais les discours ne suffisent plus. Face au rouleau compresseur ultra-libéral de la Commission européen et du Conseil européen, il n'y a pas d'autre solution que la grève et la paralysie de l'activité". Anne Demelenne a plaidé pour une diffusion de la protestation des organisations

syndicale coordonnée et simultanée. « Il faut rapidement une initiative coordonnée de la CES pour l'organisation d'une journée d'action européenne, ajoute Bernard Thibault, ne pas le faire, ce serait se rendre coupable ». Ces appels à une mobilisation commune ont été aussi soutenus par les responsables des syndicats allemands présents à la biennale même si, en Allemagne, ce genre de grève dite « politique » est illégale.

Joël Decaillon, vice-président exécutif de Lasaire, ancien n°2 de la CES, propose la mise en place d'un droit d'alerte sociale en Europe : « toute la contribution que nous pourrions apporter pour renforcer la dynamique sociale européenne est indispensable ».

---

- Contact presse Lasaire : Frédéric Rey – 06 20 58 48 79